

Conditions générales de vente

Objet et champ d'application

Toute commande de formation implique l'acceptation sans réserve par le Client et son adhésion pleine et entière aux présentes conditions générales de vente qui prévalent sur tout autre document du Client, et notamment sur toutes conditions générales d'achat.

Documents contractuels

SECURICONSULT fait parvenir au Client, une convention de formation professionnelle continue établie selon les articles L6353-1 et L6353-2 du Code du travail. Le Client s'engage à retourner dans les plus brefs délais à SECURICONSULT un exemplaire signé et portant son cachet commercial. Une convocation sera également remise. A la fin de la formation, les documents repris ci-après seront envoyés au client :

- Attestations de fin de formation ;
- Certificats de réalisation ;
- Feuilles d'émargements ;
- Questionnaires de satisfaction à chaud remplis par les stagiaires.

Définition de l'activité de formation

L'activité de formation sous-traitée comprend l'animation, en face à face pédagogique, devant un public de participants qui ont contracté une convention de formation ou un contrat avec le client. Cette animation peut consister en un enseignement théorique et pratique, et donner lieu à une évaluation des acquis.

Conditions financières

Le client est facturé après la prestation. La facture est à régler en totalité à 30 jours.

Supports de formation

SECURICONSULT délivrera des supports papiers.

Prix et règlements

Tous nos prix sont indiqués en euros et hors taxes. SECURICONSULT est exonérée de TVA en vertu de l'article 261-4-4°-a du Code Général des Impôts

Toute formation commencée est due en entier.

Les factures sont payables en euros, à 30 jours date de facture, sans escompte et à l'ordre de SECURICONSULT. Toute somme non payée à l'échéance donnera lieu au paiement par le Client de pénalités de retard au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne. Ces pénalités sont exigibles de plein droit, dès réception de l'avis informant le Client qu'elles ont été portées à son débit.

Outre les pénalités constatées en cas de retard de paiement, le Client sera redevable d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement conformément aux articles L441-6 c. com. et D. 441-5. SECURICONSULT se réserve néanmoins le droit de réclamer une indemnisation complémentaire, sur justification, lorsque les frais réellement exposés sont supérieurs à ce montant.



Conditions générales de vente

Règlement par un OPCO

Si le Client souhaite que le règlement soit émis par l'OPCO dont il dépend, il lui appartient :

- De faire une demande de prise en charge avant le début de la formation et de s'assurer de la bonne fin de cette demande.
- De l'indiquer explicitement sur son bulletin d'inscription ou sur son bon de commande.
- De s'assurer de la bonne fin du paiement par l'OPCO qu'il aura désigné.

Si l'OPCO ne prend en charge que partiellement le coût de la formation, le reliquat sera facturé au Client.

Si SECURICONSULT n'a pas reçu la prise en charge de l'OPCO au 1er jour de la formation, le Client sera facturé de l'intégralité du coût du stage.

En cas de non-paiement par l'OPCO, pour quelque motif que ce soit, le Client sera redevable de l'intégralité du coût de la formation et sera facturé du montant correspondant.

Conditions d'annulation :

Annulation par le client : Toute annulation de commande doit être notifiée par écrit (courrier ou e-mail) à notre organisme de formation. Si l'annulation intervient moins de 15 jours ouvrés avant le début de la formation, des frais équivalents à 50 % du montant total de la prestation seront facturés. En cas d'annulation à moins de 7 jours ouvrés avant la formation, la totalité du montant reste due. Aucun frais ne sera appliqué si l'annulation est réalisée plus de 15 jours ouvrés avant le début de la session.

Annulation par le prestataire: Notre organisme s'engage à ne pas annuler une formation à moins de 15 jours ouvrés avant la date prévue, sauf en cas de force majeure (telle que définie par la loi). Si une annulation devait toutefois intervenir, le client serait informé dans les plus brefs délais. Une nouvelle date de session sera proposée rapidement, ou un remboursement intégral des sommes déjà versées sera effectué, selon la préférence du client.

En cas d'annulation survenant après l'inscription et dans un délai inférieur à 15 jours ouvrés avant la formation, une remise de 10 % sera appliquée sur le montant de la prestation lors de la reprogrammation.

Aucune indemnité supplémentaire ne pourra être réclamée par le client.

Information des bénéficiaires par le client

Les règles de vie commune et les consignes de sécurité sont transmises au bénéficiaire par le formateur. Tout manquement fait l'objet d'un compte-rendu verbal au client, et peut être sanctionné par le renvoi du stagiaire, conformément aux dispositions du Code du Travail.

RÉGLEMENTATION SUR LA PROTECTION DES DONNEES INDIVIDUELLES (RGPD)

Les informations recueillies sur le Client font l'objet d'un traitement informatique réalisé par l'entreprise SECURICONSULT et sont indispensables au traitement de sa commande. Ces informations et données personnelles sont également conservées à des fins de sécurité, afin de respecter les obligations légales et réglementaires. Elles seront conservées aussi longtemps que nécessaire pour l'exécution des travaux commandés et des garanties éventuellement applicables à l'issue de ces travaux.

Le responsable du traitement des données. **SECURICONSULT** – Siège situé au : 85 rue de la bimoise 62650 Clenleu – Email : admin@securiconsult.fr

SECURICONSULT

Siège situé au : 85 rue de la bimoise – 62650 CLENLEU

Tél: 06.76.16.35.60 - Mail: admin@securiconsult.fr - Site: www.securiconsult.fr

Siret: 814 072 849 00031 - Numéro de déclaration d'activité: 32 59 10474 59 auprès du préfet de la région des Hauts-de-

France. V4_17_11_2025



Conditions générales de vente

L'accès aux données personnelles sera strictement limité aux employés du responsable de traitement, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à l'entreprise par contrat pour l'exécution de tâches traitées, sans que l'autorisation du Client ne soit nécessaire.

Conformément à la loi n° 7817 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n° 200 4801 du 6 août 2004, et par le Règlement Européen n°2016/.679, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, droits qu' il peut exercer en s'adressant au responsable de traitement à l'adresse

postale ou email mentionnée ci-dessus, en joignant un justificatif de son identité valide. En cas de réclamation, le client peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). »

Propriété intellectuelle

SECURICONSULT pourra, sur demande écrite, céder au Client les droits de reproduction, d'utilisation, de diffusion, d'adaptation, de modification et d'exploitation des supports de formation, pour un usage exclusivement interne et dans des conditions clairement définies.

Confidentialité

Toutes informations (hors celles accessibles au public) dont SECURICONSULT ou le Client aura eu connaissance ou qui auront été communiquées par l'autre partie ou par un client un tiers, antérieurement ou durant l'exécution du contrat, sont strictement confidentielles et chacune des parties s'interdit de les divulguer.

Loi applicable

Les Conditions Générales et tous les rapports entre SECURICONSULT et ses Clients relèvent de la Loi française.

REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES - MEDIATION DE LA CONSOMMATION

Conformément aux dispositions des articles L 611-1 et R 612-1 et suivants du Code de la Consommation concernant le règlement amiable des litiges:

Lorsque le consommateur a adressé une réclamation écrite au professionnel et qu'il n'a pas obtenu satisfaction ou de réponse dans un délai de deux mois, il peut soumettre gratuitement sa réclamation au médiateur de la consommation. Le médiateur doit être saisi dans le délai maximal d'un an à compter de la réclamation initiale.

Le médiateur MCP MEDIATION peut être saisi directement en ligne à l'adresse suivante : www.mcpmediation.org ou par courrier

MÉDIATION DE LA CONSOMMATION et PATRIMOINE - 12 Square Desnouettes - 75015 PARIS

Attribution de compétences

Tous litiges qui ne pourraient être réglés à l'amiable seront de la compétence exclusive du tribunal de commerce de BOULOGNE-SUR-MER quel que soit le siège ou la résidence du Client, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.